



RÉALISER UNE CROISSANCE QUI PROFITE À **TOUT LE MONDE**



TABLE DES MATIÈRES

Introduction du président du G7 de 2018, le premier ministre Justin Trudeau	3
Notre défi commun : l'inégalité et la croissance	5
Pourquoi est-ce important?	9
Aider les travailleurs à s'adapter à l'évolution du monde du travail	11
Favoriser une croissance forte en investissant dans les gens	14
Bâtir des communautés et des économies fortes	13
Lutter contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal à l'échelle internationale pour veiller à ce que tout le monde paie sa juste part	20
Mesurer une croissance qui profite à tous	22
Conclusion	23

INTRODUCTION DU PRÉSIDENT DU G7 DE 2018, LE PREMIER MINISTRE JUSTIN TRUDEAU



Les Canadiens sont heureux d'accueillir cette année les pays du Groupe des sept (G7), qui comptent parmi les économies les plus avancées du monde. Ensemble, nous représentons une part considérable de la richesse et des revenus mondiaux. Des valeurs et des institutions communes nous unissent : la démocratie, la primauté du droit, les filets de sécurité sociale ainsi que les libertés économiques et individuelles. Ce sont elles qui constituent le point d'ancrage de nos sociétés et permettent à nos citoyens de prospérer. En effet, ces valeurs communes expliquent en grande partie la réussite de nos économies et de nos sociétés.

En parallèle, nous faisons face à un défi commun lié à la façon dont les citoyens mesurent les progrès dans leur vie quotidienne, en l'occurrence, leur perception quant à la répartition équitable des avantages découlant de la croissance économique. Nous devons veiller à ce que la croissance profite au plus grand nombre, de manière à ce que chacun puisse tirer profit du travail qu'il accomplit et bénéficier d'une meilleure qualité de vie. Au Canada, nous réalisons des progrès constants vers l'atteinte de cet objectif grâce à des mesures visant à renforcer et à faire croître la classe moyenne, ainsi qu'à aider concrètement les gens qui travaillent fort pour en faire partie.

Dans le cadre de notre présidence du G7 en 2018, le Canada propose, au centre du programme de cette année, le défi de réaliser une croissance qui profite à tous. Nous savons que personne ne détient toutes les réponses, mais que nous devons plutôt travailler ensemble et échanger des idées sur les moyens dont nous pouvons réaliser des progrès face à cet urgent défi. Nous savons qu'il existe d'autres modèles de plus en plus autoritaires ailleurs dans le monde. En tant que dirigeants du G7, nous partageons l'urgente responsabilité de veiller à ce que les principes qui unissent nos pays demeurent le fondement de la prospérité économique et sociale à travers le monde.

Le Canada a préparé ce bref rapport afin de mettre en évidence ce défi commun et de cerner des moyens de collaborer pour le relever. Nous croyons que la meilleure façon de procéder consiste à aborder les enjeux suivants :

- ▶ **Aider les travailleurs à s'adapter à l'évolution du monde du travail;**
- ▶ **Réaliser une croissance solide en investissant dans les gens;**
- ▶ **Bâtir des communautés et des économies fortes;**
- ▶ **Veiller à ce que chacun paie sa juste part en luttant contre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale à l'échelle internationale;**
- ▶ **Mesurer la croissance profitable pour tous.**

Nous nous attendons à ce qu'un vaste consensus se dégage relativement aux problèmes qui touchent nos citoyens. Nous accueillons également diverses perspectives quant aux mesures nécessaires pour résoudre ces défis. Je suis impatient de participer à cette discussion candide et importante, qui devra se poursuivre au-delà de Charlevoix dans le cadre du travail que nous accomplissons ensemble pour améliorer la vie des citoyens.

Sur cet engagement qui constitue le fondement de tous nos travaux, je suis impatient d'accueillir les dirigeants à Charlevoix cette semaine.



Justin Trudeau

Premier ministre du Canada

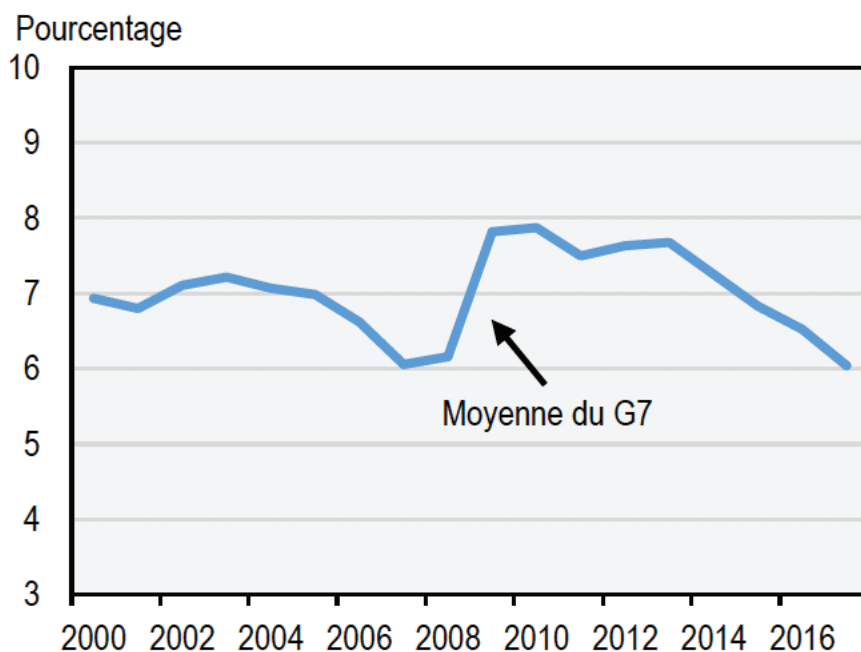
NOTRE DÉFI COMMUN : L'INÉGALITÉ ET LA CROISSANCE

La réussite des principales économies du monde au cours des cinquante dernières années est en grande partie attribuable aux efforts d'une classe moyenne vaste et en plein essor, constituée de femmes et d'hommes optimistes et persuadés qu'en y mettant le travail nécessaire, ils pourraient faire des études, obtenir un emploi de qualité et se bâtir une vie meilleure, pour eux-mêmes et pour leur famille.

Après 10 années, grâce au travail acharné des citoyens et à des politiques gouvernementales visant à les aider, l'économie mondiale s'est essentiellement rétablie du ralentissement économique mondial de 2008. Dans les économies du G7, la croissance prend de la vigueur, le PIB réel dépasse maintenant de beaucoup les niveaux observés avant la récession dans la plupart de nos pays, et le chômage est sur une pente résolument descendante.

LES ÉCONOMIES DU G7 SE PORTENT BIEN

Taux de chômage



Note : Les données sur le G7 représentent la moyenne non-pondérée des taux de chômage harmonisés.

Sources : Calculs du ministère des Finances du Canada fondés sur la base de données des principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

Malgré cette solide relance, les économies du G7 restent aux prises avec bon nombre des problèmes observés au cours des décennies précédant la crise, particulièrement l'incapacité des économies avancées de faire en sorte que les avantages liés à la croissance économique profitent équitablement à tous.

Nous le constatons en observant le revenu médian, dont la croissance ne s'est pas faite au même rythme que l'augmentation du PIB dans la plupart des économies du G7 depuis 2007.

CROISSANCE DU REVENU MÉDIAN PAR RAPPORT À LA CROISSANCE DU PIB

Tableau A : Croissance moyenne du PIB réel de 2007 à 2017

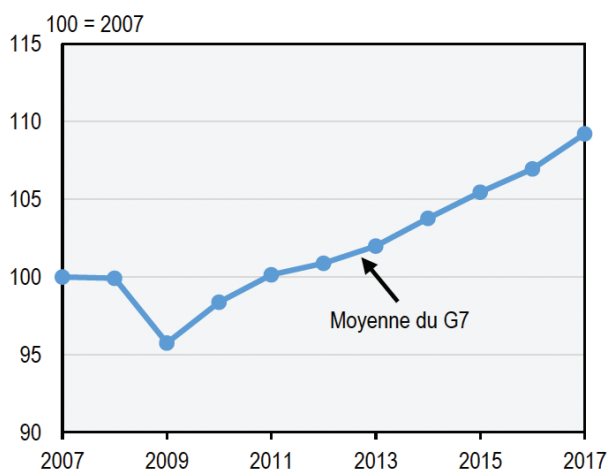
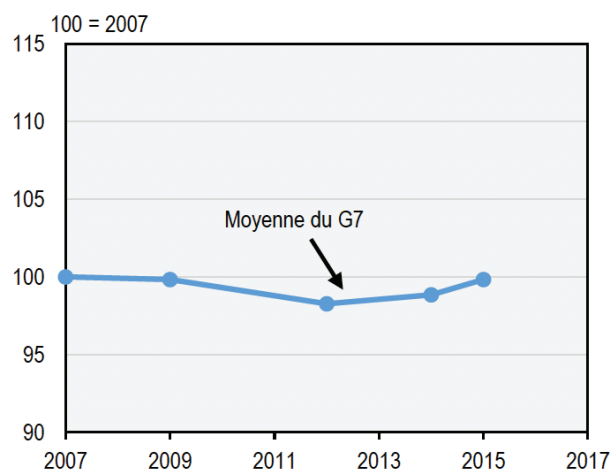


Tableau B : Croissance du revenu médian de 2007 à 2015



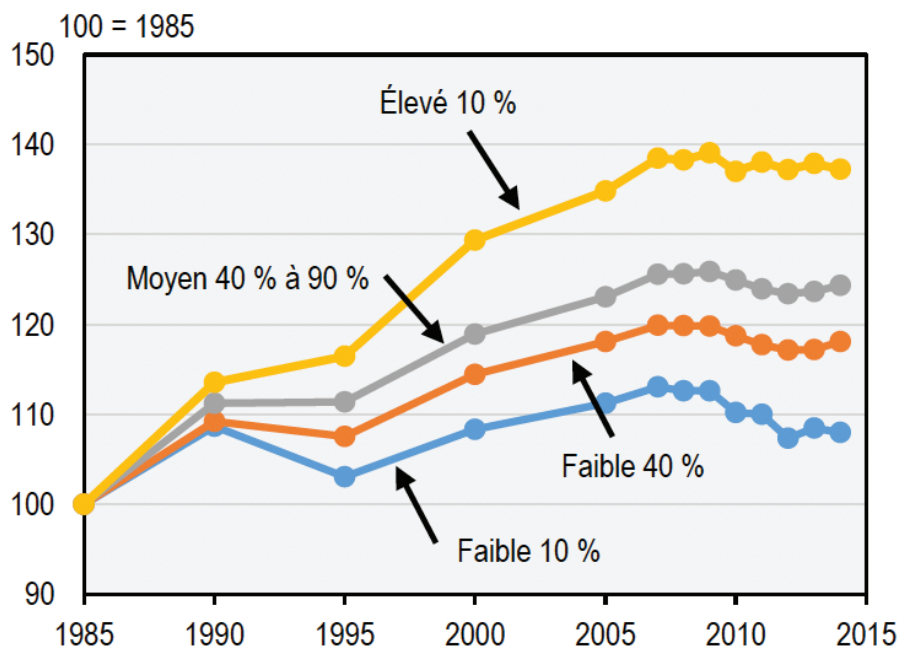
Note : Les données sur le G7 représentent la moyenne non-pondérée. Tableau B – Les données représentent le revenu médian réel disponible des ménages ajusté en fonction de la taille des ménages.

Sources : Tableau A - Calculs du ministère des Finances du Canada fondés sur la base de données des principaux indicateurs économiques de l'OCDE. Tableau B – Calculs de l'OCDE fondés sur la base de données de l'OCDE sur la distribution du revenu et la pauvreté.

À long terme, l'inégalité peut également se constater en observant l'élargissement des écarts de revenu entre différents groupes de personnes.

ÉLARGISSEMENT DES ÉCARTS DE REVENU AU COURS DES TROIS DERNIÈRES DÉCENNIES

Tendances du revenu des ménages à faible revenu, à revenu moyen et à revenu élevé de 1985 à 2014



Note : Les données représentent le revenu réel disponible des ménages ajusté en fonction de la taille des ménages.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur la base de données sur la distribution du revenu de l'OCDE.

Dans les pays du G7, au cours des 30 dernières années, les 10 p. 100 des gens touchant les salaires les plus élevés ont vu leurs revenus augmenter de 40 p. 100 en moyenne, alors que les revenus des 40 p. 100 des gens touchant les salaires les plus bas ont augmenté de moins de la moitié de ce taux. La croissance de l'ensemble de la classe moyenne accuse également un retard qu'on peut constater dans les 40 à 90 p. 100 des gens touchant un revenu moyen. En outre, la différence est encore plus marquée lorsqu'on prend en considération le 1 p. 100 de la population touchant les revenus les plus élevés. Du milieu des années 1970 jusqu'à la fin des années 2000, les gens de ce groupe ont vu leurs revenus croître de plus de 150 p. 100 en moyenne au Canada, en France, en Italie, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

L'INÉGALITÉ DES REVENUS DANS LES PAYS DU G7 MISE EN CHIFFRES

- En 2014, dans l'ensemble des pays du G7, les 20 p. 100 des gens les plus riches ont gagné six fois plus d'argent que les 20 p. 100 des gens les plus pauvres.
- En ce qui a trait à la richesse, les 40 p. 100 des gens se trouvant au bas de la courbe de distribution de la richesse détenaient 3 p. 100 de la richesse totale des ménages dans les pays du G7 en 2014, alors que les 10 p. 100 dans la partie supérieure de cette courbe possédaient 54 p. 100 de la richesse totale.
- Dans l'ensemble du monde, l'inégalité est renversante : en 2017, 42 personnes possédaient une richesse égale à celle des 3,7 milliards de personnes formant la moitié la plus pauvre de la population mondiale.
- Dans les pays du G7, l'écart salarial entre les sexes s'est rétréci, mais demeure à 43 p. 100.
- L'écart en matière d'espérance de vie à 30 ans entre les gens plus instruits et ceux qui le sont moins est estimée à 7 ans pour les hommes et à 4 ans pour les femmes. Dans certains pays, cet écart s'est même élargi.
- En moyenne, l'enfant d'une personne qui gagnait deux fois le salaire moyen il y a 40 ans gagne encore 40 p. 100 de plus qu'un enfant dont le parent touchait le salaire moyen.
- Dans les économies du G7, les élèves issus de familles pauvres ont obtenu des résultats de 39 points inférieurs en mathématiques – ce qui équivaut à une année scolaire complète – que ceux des élèves issus de familles mieux nanties.

Note : Sauf indication contraire, ces chiffres représentent la moyenne du G7.

Lorsqu'on tient compte de paramètres autres que le revenu, nos pays peinent quand même à faire en sorte que la prospérité soit largement partagée. Dans l'édition 2018 de l'Indice du développement inclusif du Forum économique mondial, qui est une évaluation annuelle du rendement de 103 pays relativement à onze dimensions du progrès économique en plus du PIB, aucune économie du G7 ne figure dans les 10 premiers rangs, malgré notre relative vigueur économique.

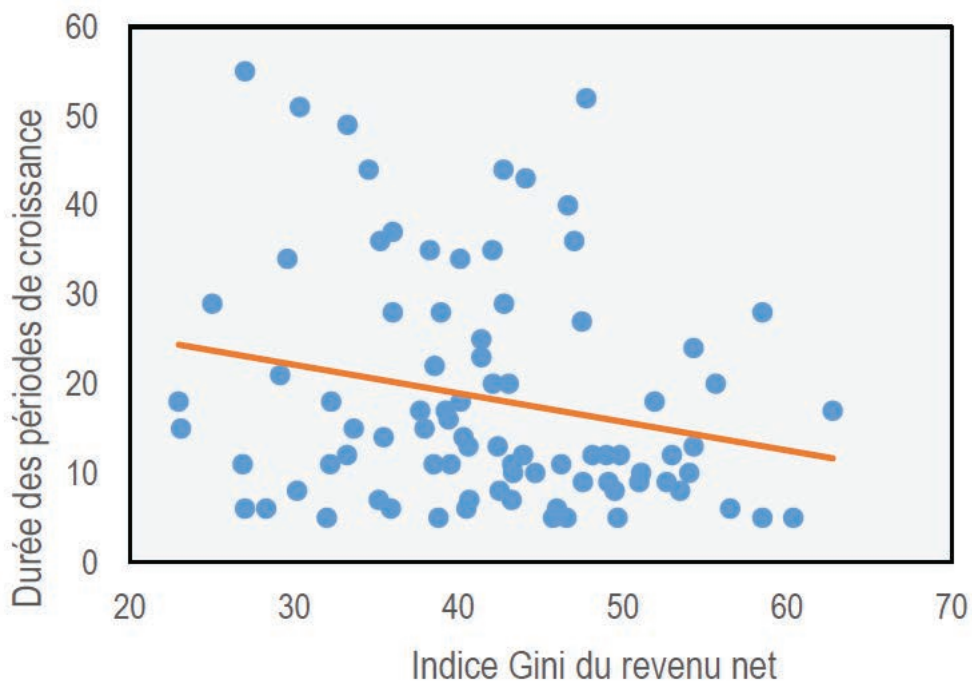
Veiller à ce que les avantages de la croissance soient largement partagés est essentiel à notre prospérité à long terme. Un autre élément essentiel est la confiance qu'ont les citoyens en le fait qu'à long terme, ils ont une chance réelle et égale de réaliser leurs rêves et d'améliorer la vie de leur famille et leurs communautés. Les citoyens ont besoin de savoir qu'à un certain moment, leurs espoirs et leur travail acharné seront récompensés. Cela constitue un défi particulièrement important pour les pays du G7 où, malgré une richesse immense, le degré de mobilité sociale reste plus bas qu'il ne l'est dans les pays de l'OCDE affichant les meilleurs rendements.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT?

L'inégalité persistante entraîne de nombreuses difficultés. Comme nous l'avons constaté à maintes reprises dans l'histoire, lorsque la prospérité n'est pas largement partagée et ressentie, les gens cessent de croire en le programme de croissance, et la durabilité de ce programme est ainsi mise en péril.

L'INÉGALITÉ ET LA DURABILITÉ DE LA CROISSANCE

Durée des périodes de croissance par rapport aux inégalités en matière de revenu net de 1960 à 2010



Note : Les points représentent des pays. La durée minimum d'une période de croissance est de 5 ans. L'indice Gini mesure l'inégalité : 0 représente l'absence d'inégalité, 100 représente une inégalité généralisée. Comme le montre la ligne orangée, il existe une corrélation entre les degrés élevés d'inégalité et les périodes de forte croissance les plus brèves.

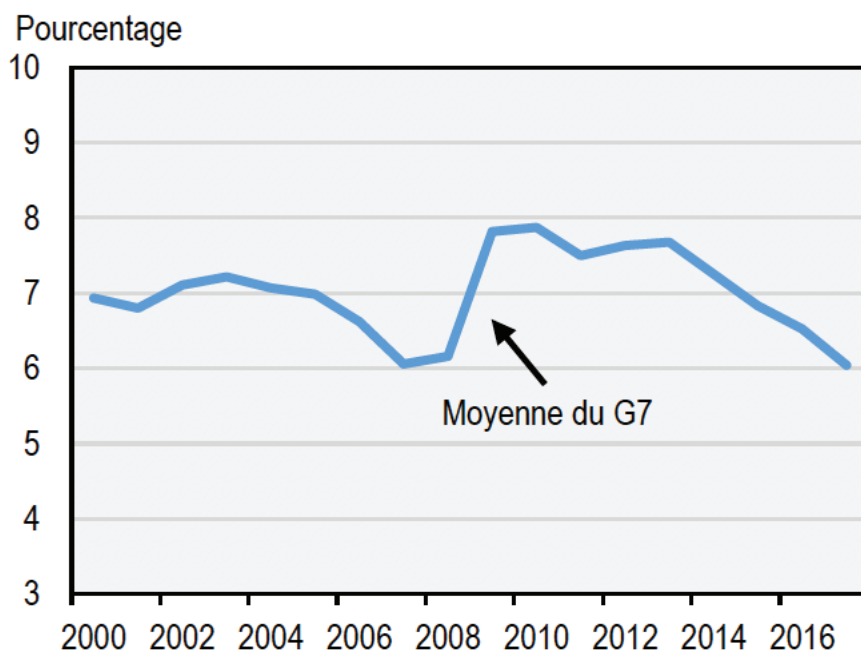
Source : Ostry, Berg and Tsangarides (2014) « Redistribution, inégalités et croissance. »

Ces indicateurs n'existent pas en vase clos. Les inégalités et la faible mobilité sociale menacent la cohésion sociale en ce qu'elles suscitent des frustrations et des inquiétudes et, à terme, érodent les facteurs mêmes ayant contribué à une croissance vigoureuse et soutenue dans le passé, comme l'exploitation des ressources et le commerce international.

On peut constater la montée d'un sentiment de frustration par la baisse du nombre de gens qui font confiance aux gouvernements et de ceux qui croient que les enfants d'aujourd'hui connaîtront une meilleure situation que celle de leurs parents. Malgré la vigueur économique relative des pays du G7, en moyenne, seul le quart des citoyens du G7 se disent optimistes quant à l'avenir de leurs enfants.

DÉCLIN DE LA CONFIANCE ET DE L'OPTIMISME

Proportion moyenne de la population des pays de l'OCDE déclarant avoir confiance en leur gouvernement national, de 2006 à 2016



Note : La moyenne de l'OCDE est calculée en fonction de 29 pays et pondérée en fonction de la population.
Source : Sondage mondial réalisé par la société Gallup (2017).

Au moment où nous entrons dans une nouvelle période de changements technologiques caractérisée par une automatisation accrue et de potentielles perturbations en matière d'emplois, il est essentiel que nos citoyens sachent que leurs gouvernements et leurs économies cherchent à les aider.

Toutefois, il y a lieu d'espérer. Collectivement, les pays du G7 représentent près des deux tiers de la valeur nette mondiale. Les décisions que prennent les dirigeants du G7 ont une incidence sur la vie de centaines de millions de nos propres citoyens et, ce faisant, sur celle de gens du monde entier.

Pour toutes ces raisons, les défis liés à l'inégalité, au bien-être et à la mobilité sociale, de même que les possibilités qui découlent d'une croissance économique qui profite à tout le monde, seront un élément central des réunions que nous tiendrons à Charlevoix. En relevant ces défis de front, nous pouvons améliorer la qualité de vie des gens tout en assurant une croissance à long terme profitable pour tous.

AIDER LES TRAVAILLEURS À S'ADAPTER À L'ÉVOLUTION DU MONDE DU TRAVAIL

« La croissance économique à long terme dépend principalement de facteurs non monétaires, comme la croissance de la population et la participation au marché du travail, les compétences et aptitudes de notre main-d'oeuvre, les outils dont dispose cette dernière ainsi que le rythme des avancées technologiques. »

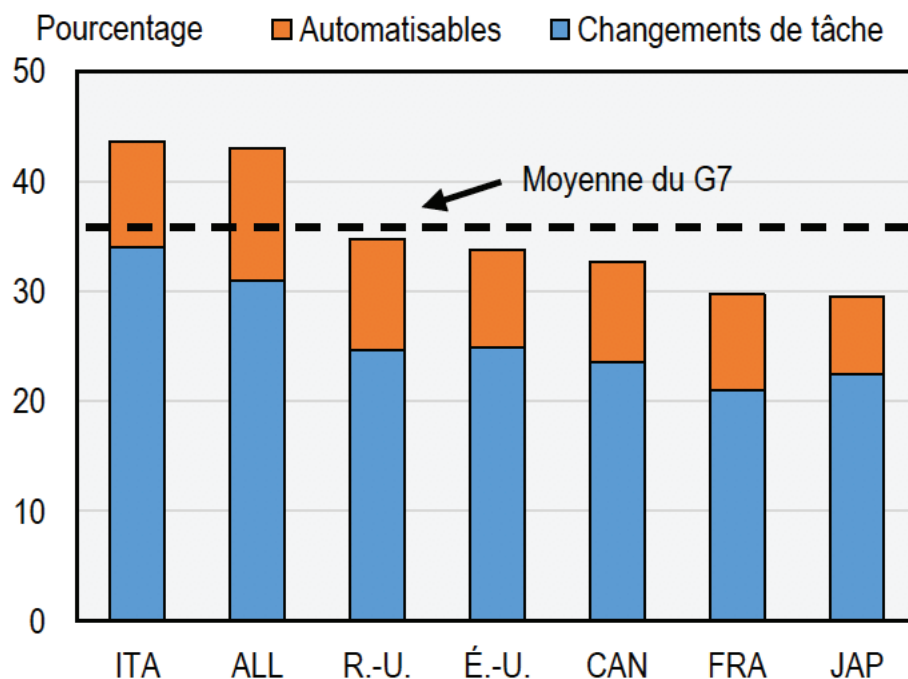
– Jerome Powell, Réserve fédérale des États-Unis (2017)

Les avancées et innovations technologiques comme la montée de l'automatisation ont le pouvoir de stimuler la productivité, d'occasionner la création de nouveaux emplois et une hausse des salaires, et d'améliorer le niveau de vie des citoyens du monde.

Cependant, l'histoire nous montre que les transitions touchant le monde du travail peuvent faire en sorte que de nombreuses personnes soient laissées pour compte. Le rythme accéléré des progrès en matière d'automatisation et les pertes d'emploi qui pourraient s'ensuivre pour les travailleurs créeront une situation sans précédent, peut-être, depuis l'après-guerre. Cette transformation aura de profondes répercussions dans toutes les économies du G7. La question consiste à savoir si nous sommes adéquatement préparés à faire en sorte que nos travailleurs aient les compétences et le soutien dont ils ont besoin pour prospérer. Le Canada est d'avis qu'en travaillant ensemble, les gouvernements, employeurs et établissements d'enseignement doivent entreprendre un virage marqué vers un modèle global d'apprentissage permanent.

D'IMPORTANTES CHANGEMENTS SURVIENDRONT DANS TOUS LES PAYS DU G7 AU CHAPITRE DES EMPLOIS ET DES TÂCHES

Travailleurs risquant d'être touchés par l'automatisation



Note : Le terme « changement de tâche » désigne la proportion de travailleurs occupant un emploi pour lequel on s'attend à ce que 50 à 70 pour cent des tâches deviennent automatisables. Le terme « automatisable » désigne la proportion de travailleurs occupant un emploi pour lequel on s'attend à ce qu'au moins 70 pour cent des tâches deviennent automatisables. Les données sur le Royaume-Uni portent sur l'Angleterre et l'Irlande du Nord.

Sources : OCDE (2016) « Automatisation et travail indépendant dans une économie numérique. »

Nous savons que l'accélération de l'automatisation aura des répercussions différentes sur différents travailleurs. On s'attend notamment à ce que la polarisation des compétences s'accroisse dans le marché du travail et fasse en sorte d'avantager les travailleurs hautement spécialisés ayant de l'expérience en utilisation des technologies, alors que les travailleurs non qualifiés seront davantage susceptibles d'être visés par les pertes d'emploi, la stagnation des salaires et une concurrence accrue pour l'obtention des postes restants.

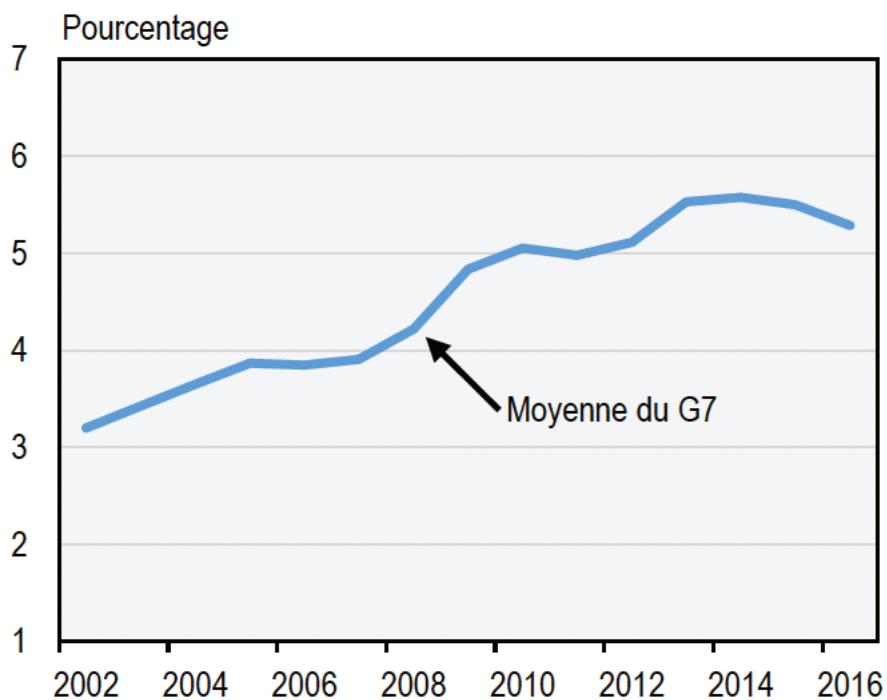
En 2017, la différence du taux d'emploi entre les travailleurs du G7 ayant terminé des études supérieures (ou études tertiaires) et ceux dont le niveau d'études était inférieur au deuxième cycle du secondaire était de 27 points de pourcentage. En l'absence d'un effort concerté pour veiller à ce que tous les travailleurs soient capables de s'adapter et de suivre l'évolution technologique, cet écart pourrait éventuellement s'élargir et exacerber les divisions sociales et économiques dans nos sociétés.

Les technologies numériques donnent l'occasion d'accroître la souplesse et la productivité et peuvent aider à éliminer les obstacles à l'intégration dans le marché du travail. Cependant, elles peuvent aussi devenir une nouvelle source de préoccupations en ce qui concerne la qualité et la précarité des emplois. Les nouvelles formes de travail donneront-elles lieu à de bons emplois bien rémunérés? Le travail temporaire, le travail à temps partiel involontaire, le travail indépendant et le travail autonome continueront-ils de représenter une proportion importante, et croissante, des emplois? Et que signifie l'évolution du monde du travail pour les gens ayant des compétences et un niveau de scolarité différents?

Pour surmonter ces défis, les entreprises, les organisations syndicales, les organisations de défense des droits des femmes et les partenaires du domaine de l'éducation doivent collaborer activement. Nous devons également instaurer des politiques favorisant des emplois bien rémunérés et un soutien aux travailleurs qui en ont besoin.

LE TAUX DE TRAVAIL À TEMPS PARTIEL INVOLONTAIRE A CONNU UNE HAUSSE AU FIL DU TEMPS

Incidence du travail à temps partiel involontaire, de 2002 à 2016



Note : L'expression « travail à temps partiel involontaire » est fondée sur des définitions nationales.

Sources : Calculs du ministère des Finances Canada reposant sur les données de la base Statistiques de la population active de l'OCDE.

Une évidence s'impose : pour réduire les inégalités et générer une croissance à long terme qui profite à tout le monde, il est essentiel d'aider les travailleurs à s'adapter au monde du travail en évolution, que ce soit au moyen de nouveaux programmes qui appuient l'apprentissage continu ou d'autres mesures qui aident les gens à faire la transition vers un nouveau travail. Nos discussions au Sommet du G7 de cette année porteront principalement sur les moyens à prendre pour y arriver.

FAVORISER UNE CROISSANCE FORTE EN INVESTISSANT DANS LES GENS

« Nous ne pouvons pas tous réussir si la moitié de l'humanité est laissée pour compte. »

– *Malala Yousafzai (Nations Unies, 2013)*

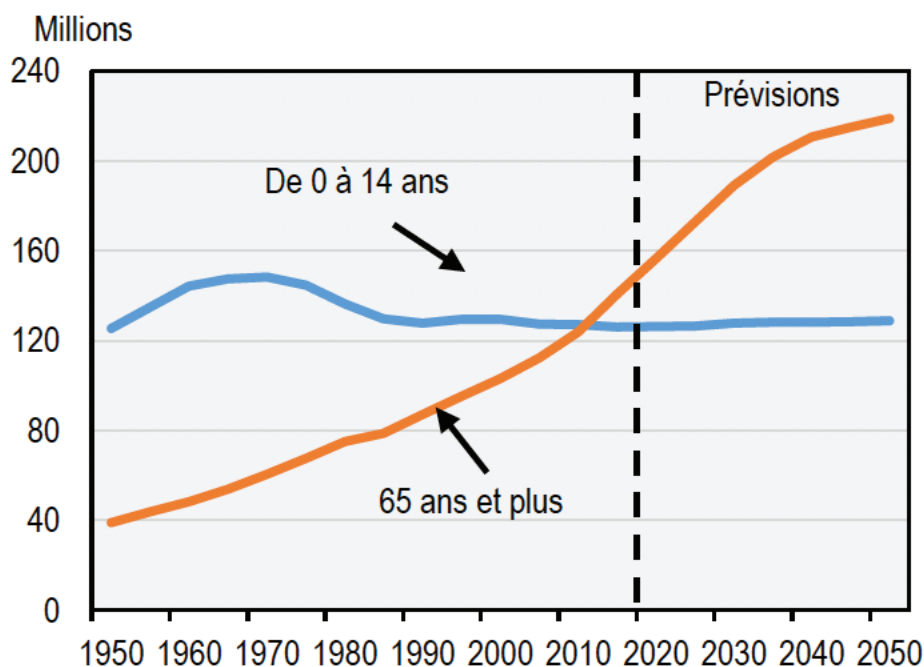
Si nous investissons dans les gens et leur offrons l'aide dont ils ont besoin pour réussir, ils auront une meilleure confiance en l'avenir et l'économie pourra connaître une croissance.

Pour commencer, nous devons offrir de plus amples possibilités de travail et d'apprentissage à plus de gens. Même si le taux de chômage a atteint ou presque atteint les creux observés sur plusieurs décennies dans certains pays du G7, l'accès à de bons emplois bien rémunérés demeure inégal dans différents segments de la société. Il faut en faire plus pour encourager les groupes sous-représentés, dont les femmes, les Autochtones, les travailleurs plus âgés, les immigrants arrivés récemment et les personnes handicapées, à intégrer le marché du travail ou à y demeurer.

La prospérité future des économies avancées en dépend. Comme les pays du G7 comptent plus de citoyens âgés de plus de 65 ans que de citoyens âgés de moins de 15 ans, nous serons tous confrontés aux pénuries qui se créeront lorsque les aînés quitteront le marché du travail.

LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION EXERCERA DES PRESSIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Population totale des pays du G7 âgée de 0 à 14 ans et de 65 ans et plus, de 1950 à 2050



Note : Les données sont disponibles sur des intervalles de cinq ans seulement. Estimations démographiques de 1950 à 2015 et prévisions de 2020 à 2050.

Sources : Calculs du ministère des Finances Canada basés sur les Perspectives de la population mondiale de l'ONU de 2017.

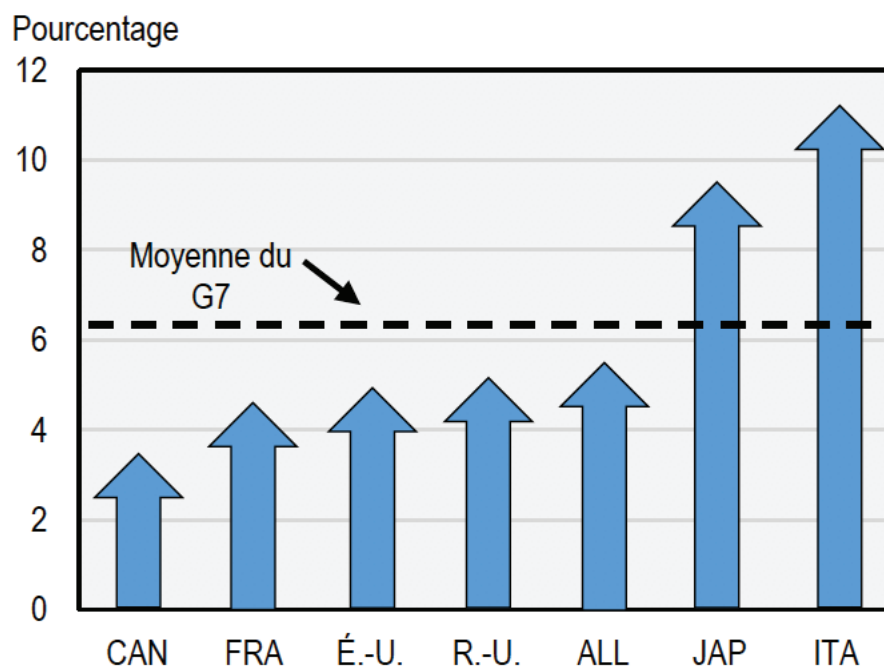
Cela dit, des solutions se pointent à l'horizon.

D'abord, nous devons veiller à ce que les citoyens aient les outils nécessaires pour réussir dans le marché du travail d'aujourd'hui et de demain. Au cours des dernières décennies, tous les pays du G7 ont réussi à rehausser le niveau d'éducation de manière considérable, ce qui a permis de stimuler la croissance économique et l'innovation. Ils y sont parvenus grâce à une grande diversité de possibilités d'apprentissage et de formation, dont la formation professionnelle et les stages, et diverses formes de cours collégiaux et universitaires. Pour offrir à tous une chance réelle et égale de réussir, il est primordial de combler les lacunes pour que les groupes sous-représentés aient accès à ces possibilités d'apprentissage.

Ensuite, les pays du G7 ont la responsabilité d'en faire plus en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Ce n'est pas seulement la bonne chose à faire, c'est ce qu'il y a de plus judicieux à faire pour favoriser notre prospérité commune. Le McKinsey Global Institute estime que les femmes génèrent déjà 40 p. 100 du produit intérieur brut mondial et on estime que le fait de réduire de moitié l'écart entre les sexes qui existe dans la participation au marché du travail permettrait d'augmenter le PIB d'en moyenne 6 p. 100 dans toutes les économies d'ici 2030.

L'ÉGALITÉ DES SEXES PROFITE À TOUT LE MONDE

Incidence sur le PIB d'une réduction de 50 p. 100 de l'écart entre les sexes d'ici 2030



Sources : OCDE (2012) « Inégalités hommes-femmes : il est temps d'agir »

Ces progrès seraient très importants, mais ils pourraient rester hors d'atteinte si les conditions suivantes persistent :

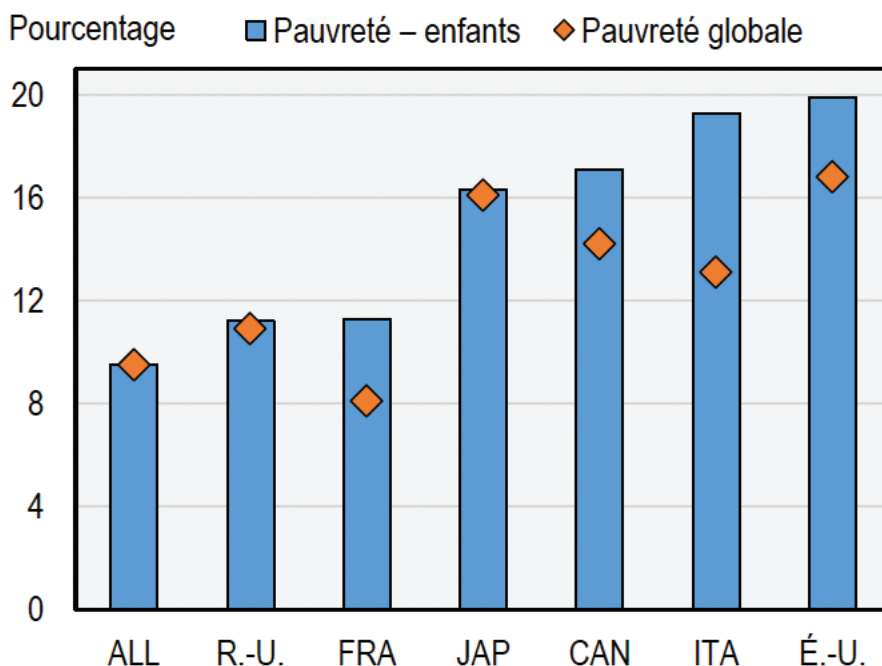
- Les femmes portent un fardeau inéquitable en ce qui concerne les tâches de garde non rémunérées;
- Les droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive sont bafoués;
- Les familles n'ont pas accès à des congés parentaux et à du soutien pour la garde, qui veillent à ce qu'il soit avantageux de travailler;
- Les possibilités d'emploi, le financement et les postes de direction ne sont pas partagés équitablement avec les femmes, en particulier dans des domaines à forte croissance de l'économie;
- L'écart salarial entre les sexes demeure.

Il est primordial de réaliser des progrès à ces égards. Nous devons notamment déployer des efforts pour améliorer l'accès à des services d'apprentissage et de garde d'enfants abordables et de grande qualité, à des prestations parentales et à des congés parentaux.

Il est tout aussi essentiel d'investir dans les familles. Même en ayant de bons emplois bien rémunérés, les familles peuvent avoir de la difficulté à joindre les deux bouts en raison des coûts élevés qu'elles doivent assumer pour élever leurs enfants. Il est important de veiller à ce que les enfants aient une chance réelle de réussir. L'une de nos solutions à cela a été d'instaurer l'Allocation canadienne pour enfants, qui offre un soutien mensuel libre d'impôt à neuf familles sur dix et qui permet de sortir 300 000 enfants de la pauvreté. Ces mesures ont aidé à établir les fondements de la forte croissance économique que nous connaissons aujourd'hui et elles aideront à maintenir cette croissance à long terme. Comme l'a indiqué le Fonds monétaire international, l'Allocation canadienne pour enfants a grandement favorisé la croissance. En ayant plus d'argent à économiser, à investir et à dépenser au sein de leur communauté, les familles de la classe moyenne ont contribué à cette croissance et ont profité de ses retombées.

LES ENFANTS SONT PARFOIS PARMIS LES PERSONNES LES PLUS PAUVRES DE NOTRE SOCIÉTÉ

Taux de pauvreté, 2015 (ou année la plus récente)



Note : Les données sont basées sur le revenu disponible rajusté en fonction de la taille du ménage. Pour certains pays, les valeurs de 2015 datent de 2012 (Japon), de 2013 (Italie – pauvreté globale) et de 2014 (Allemagne et Italie – pauvreté chez les enfants).

Source : Base de données sur la distribution des revenus de l'OCDE.

Les dirigeants du G7 examineront ensemble les moyens à prendre pour assurer la participation égale et la réussite de tous nos citoyens.

BÂTIR DES COMMUNAUTÉS ET DES ÉCONOMIES FORTES

« Pour l’heure, l’investissement dans les infrastructures plafonne à 3 400 milliards de dollars par an, mais les besoins tournent davantage autour de 6 000 milliards. Et toutes ces infrastructures doivent être adaptées au changement climatique, sobres en carbone et résilientes. »

– *Jim Yong Kim, Banque mondiale (2017)*

Les investissements dans l’infrastructure permettent de créer les bons emplois bien rémunérés dont les familles de la classe moyenne ont besoin aujourd’hui.

Ces investissements peuvent aussi favoriser une croissance économique soutenue pour des années à venir, en particulier quand nous investissons dans les infrastructures – comme les réseaux de transport en commun, l’amélioration des routes et l’accroissement de l’efficacité des ports – qui facilitent les déplacements des gens et des produits qui contribuent à faire croître notre économie. Les conséquences du refus d’investir dans l’infrastructure sont aussi bien connues : perte de productivité et plus de stress pour les familles.

Qu’elle ait été conçue pour combattre la congestion, offrir une protection contre les changements climatiques ou faciliter la transition vers une économie axée sur une croissance propre, une infrastructure bien planifiée aide à faire en sorte que nos communautés demeurent accessibles, sûres et résilientes où les gens peuvent vivre, travailler et faire des affaires.

Investir dans l’infrastructure aujourd’hui – dans les projets dont les gens ont besoin, et dans les personnes qui peuvent réaliser ces projets – aidera les gens aujourd’hui, en plus d’améliorer la qualité de vie de nos enfants et petits-enfants.

UNE INFRASTRUCTURE Saine PEUT GÉNÉRER DES RETOMBÉES IMPORTANTES POUR LES CITOYENS

Tableau A : La congestion dans les deux villes les plus

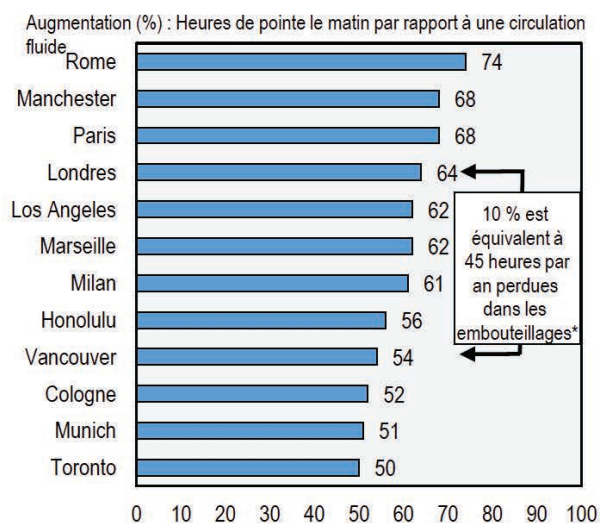
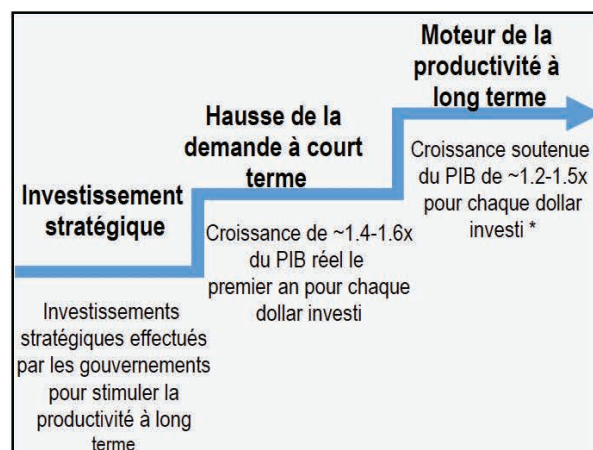


Tableau B : Incidence de chaque dollar investi dans congestionnées de chaque pays du G7 l'infrastructure sur la productivité à long terme



Note : *Tableau A* – L'indice TomTom Traffic montre l'augmentation en pourcentage de la circulation pendant les heures de pointe le matin par rapport aux heures de circulation fluide. Figurent au tableau les deux grandes villes de chaque pays du G7 affichant la pire performance selon l'indice. Des données sur le Japon ne sont pas disponibles. *Selon les estimations de McKinsey, soit un trajet de 60 minutes pour l'aller et 220 jours de travail par an.

Sources : *Tableau A* – TomTom Traffic Index (2016). *Tableau B* – McKinsey & Company. Les dirigeants du G7 chercheront ensemble des moyens de favoriser des investissements intelligents, durables et de haute qualité dans l'infrastructure.

LUTTER CONTRE L'ÉVASION FISCALE ET L'ÉVITEMENT FISCAL À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE POUR VEILLER À CE QUE TOUT LE MONDE PAIE SA JUSTE PART

« Les impôts que nous payons... représentent un engagement que nous prenons l'un envers l'autre, et le prix à payer pour vivre dans une société libre. »

– Justin Trudeau (2013)

Tous les gouvernements du monde – y compris ceux du G7 – comptent sur les impôts pour financer les programmes et les services dont ont besoin les citoyens...

C'est grâce aux impôts que nous disposons des infrastructures nécessaires pour mettre nos biens sur le marché et faire de nos communautés de meilleurs endroits où vivre, pour aider les hôpitaux et les spécialistes médicaux à réparer un os fracturé et à faire reculer le cancer jusqu'au stade de la rémission, et pour offrir une éducation qui donne à chaque génération une meilleure de réussir que la génération précédente.

Toutefois, les économies ne peuvent pas profiter à tout le monde quand certains ne paient pas leur juste part. L'évasion fiscale et l'évitement fiscal coûtent de l'argent à tous. Nous avons la responsabilité commune de veiller à ce que tout le monde respecte la primauté du droit et l'engagement que nous avons pris l'un envers l'autre. Aujourd'hui, selon les estimations de l'OCDE, des milliards de dollars en impôts ne sont pas perçus dans le monde entier, car certaines entreprises et personnes riches évitent de payer ce qu'elles doivent.

Au cours des dernières années, les pays membres du G7 et de l'OCDE ont pris des mesures importantes pour stimuler la coopération face à ce problème commun. Toutefois, comme nous le savons tous, de nouveaux stratagèmes sont inventés tous les jours. Pour garder une longueur d'avance sur les efforts d'évasion fiscale et d'évitement fiscal, les pays du G7 doivent poursuivre leur collaboration au chapitre de l'échange de renseignements et de l'application des lois.

LUTTER CONTRE L'ÉVASION FISCALE

- En 2017, les 150 pays membres du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales ont effectué des examens par les pairs des échanges de renseignements sur demande.
- Pour faire la lumière sur les comptes à l'étranger, plus de 100 pays se sont engagés à adhérer à l'échange automatique de renseignements sur les comptes financiers d'ici 2018.

LUTTER CONTRE L'ÉVITEMENT FISCAL

- Au total, 116 pays ont adhéré au Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices de l'OCDE.
- Les premiers échanges automatiques de rapports pays par pays sur les activités des grandes multinationales auront lieu en 2018.
- Près de 80 pays ont signé un instrument multilatéral qui permettra une modification rapide des conventions fiscales bilatérales afin de renforcer les mesures de protection contre le chalandage fiscal et d'autres formes d'évitement.

Les dirigeants du G7 discuteront ensemble de la façon d'uniformiser les règles du jeu afin que tout le monde paie sa juste part. La réalisation de cet objectif repose sur le travail important effectué pour faire progresser la mise en oeuvre des normes contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal à l'échelle mondiale, accroître la transparence au chapitre de la perception des impôts et renforcer les capacités d'application de la loi.

MESURER UNE CROISSANCE QUI PROFITE À TOUS

« Nous avons besoin d'un nouveau modèle de croissance. Tout comme nous réinventons la façon de faire des affaires, nous devons aussi réinventer la façon de mesurer l'économie. »

– Erik Brynjolfsson, MIT (2018)

Traditionnellement, la santé des économies était mesurée au moyen de la croissance du PIB, soit la mesure dans laquelle l'activité économique d'un pays augmente au fil du temps.

Toutefois, de plus en plus, les experts en la matière conviennent que le PIB n'est pas nécessairement le meilleur moyen d'évaluer la santé d'une économie, et même que le PIB pourrait souvent constituer une mauvaise mesure du progrès économique et social d'un pays. Bien qu'il permette de mesurer avec exactitude la valeur des biens et services produits et vendus, le PIB ne peut pas mesurer comment s'en tirent les citoyens – il n'a d'ailleurs jamais été conçu à cette fin.

Nous avons besoin de nouveaux et meilleurs moyens de mesurer le progrès économique et social. Plus précisément, nous devons brosser un portrait plus détaillé des défis auxquels sont confrontés les gens tous les jours. Disposent-ils des bons outils pour répondre aux demandes d'un marché du travail en évolution? Réussissons-nous à éliminer les obstacles à l'emploi pour permettre à toute personne qui le veut d'obtenir un emploi? Les emplois disponibles sont-ils bien rémunérés et offrent-ils des chances égales aux femmes et aux hommes?

Il n'existe aucun ensemble parfait d'indicateurs à cet égard. L'important, c'est que nous ayons tous une vue d'ensemble assez vaste des défis auxquels sont confrontés les gens. Voici des exemples :

- le niveau et la croissance du revenu médian entre les femmes et les hommes comme indicateurs du **partage de la croissance et de ses avantages;**
- la fréquence du travail à temps partiel involontaire, l'écart salarial entre les sexes et le ratio emploi-population comme mesures de la **pleine participation économique;**
- la persistance du revenu et de l'éducation dans les familles d'une génération à l'autre comme indicateurs de **l'égalité des chances pour tous;**
- la répartition du niveau de scolarité atteint et le ratio emploi-population par niveau de compétence comme mesures de **l'acquisition de compétences;**
- le taux de pauvreté infantile ainsi que l'accès à des programmes abordables et de haute qualité en matière d'éducation préscolaire et de garde d'enfant et aux avantages connexes comme mesures du **soutien aux familles.**

Puisque nous savons que l'égalité et la croissance vont de pair, il est important que le travail effectué à cet égard se fonde sur une analyse comparative entre les sexes et qu'il tienne compte des intersectionnalités possibles dans la vie des gens. De meilleurs outils pour mesurer la croissance nous permettront de prendre de meilleures décisions stratégiques – pour améliorer réellement la vie des gens – tout en veillant à ce que les gouvernements s'acquittent de leur responsabilité d'accorder la priorité aux gens.

Comme point de départ pour la suite des choses, nous discuterons, dans Charlevoix, de la meilleure façon d'effectuer un suivi des mesures de prospérité économique, qui reflètent des aspects plus vastes et exhaustifs du bien-être, et de produire des rapports connexes. Bien que nous puissions emprunter différents chemins pour y arriver, notre objectif ultime demeure le même : réaliser une croissance qui profite à tout le monde.

CONCLUSION

En tant que dirigeants du G7, nous avons la responsabilité fondamentale commune de favoriser une croissance qui profite au plus grand nombre, en particulier aux personnes les plus susceptibles d'être laissées pour compte. Nous sommes confrontés à ce problème économique commun dans un monde qui est plus complexe aujourd'hui qu'à aucun autre moment dans l'histoire, et ce, pendant une période où les institutions mondiales que nous avons tenues pour acquises pendant soixante-dix ans sont remises en question comme jamais auparavant.

Ces institutions, telles que le commerce libre et juste, la coopération internationale et la démocratie libérale, doivent être les fondements des solutions à ces défis. Ces institutions ont été à la base de notre prospérité économique et sociale, et elles ont créé un niveau de stabilité sans précédent, un facteur essentiel à la croissance et aux progrès.

Dans Charlevoix, nous devons défendre l'ordre international fondé sur des règles, demeurer des modèles quant au respect des principes démocratiques et des droits de la personne, et éliminer ensemble les obstacles qui empêchent les gens, notamment les femmes, les filles et les personnes marginalisées, de participer pleinement à l'économie mondiale.

Nous devons veiller à ce que personne ne soit laissée pour compte en raison des nouveaux défis que présente notre économie en évolution rapide et de plus en plus numérique. Si nous aidons les gens à s'adapter à l'évolution du monde du travail, favorisons une culture axée sur la formation continue et investissons dans les outils qui aideront les gens à aller plus loin, nous pouvons faire en sorte que les citoyens puissent tirer parti des progrès technologiques. Ils pourront également observer les avantages de la croissance économique dans leur propre vie, notamment en ce qui concerne la qualité de leur emploi, leur salaire et le succès que connaissent leurs enfants et les membres de leur famille.

Si, ensemble, nous nous attaquons de front à ces défis, je suis convaincu que nous pourrons renforcer la classe moyenne et favoriser une croissance généralisée, saine et soutenue qui répondra aux attentes de nos citoyens.

